Un coup d'État financier contre Athènes

par Vicky Skoumbi, Juin 2015

Rédactrice en chef de la revue grecque de philosophie "αληθεια"

Un plan de déstabilisation financière et politique de la Grèce est en cours depuis quelques semaines. À vrai dire, c'est bien avant l'élection de Syriza que le processus a été mis en route, mais son accélération intensive ces derniers jours jette une lumière vive sur celui-ci. Il s'agirait de rien de moins qu'une tentative de renverser le gouvernement Syriza, pour que celui-ci soit enfin remplacé par une coalition à la convenance des créanciers. Le chantage odieux exercé sur le gouvernement grec, par le biais d'une incitation ouverte à un *bank run*, ne laisse aucun doute sur la volonté des créanciers d'en finir une fois pour toutes avec un gouvernement qui ose contester leurs diktats et refuse de faire boire au peuple grec jusqu'à la lie la potion létale que Bruxelles, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) ont savamment concoctée pour lui. Doit-on rappeler ici que les programmes de « sauvetage », qui n'ont sauvé personne à l'exception notoire de banques européennes, grecques comprises, n'ont pas manqué de produire une telle chute du PIB, une telle baisse du niveau de vie que même une guerre menée par des moyens militaires n'aurait su produire. La nouveauté aujourd'hui consiste au fait que le trio infernal de la Troïka a décidé de mettre délibérément en danger le système bancaire grec afin de faire tomber un gouvernement qui, malgré des pressions terrifiantes, a osé lui tenir tête pendant cinq mois. Après tout, il n'est pas interdit de mettre en danger quelques petites banques périphériques si c'est pour rafler la mise sur le plan politique et économique. Ces affirmations qui pourraient, aux yeux de certains, paraître exagérées, voire gratuites, s'appuient sur des faits.

Déstabilisation économique

Le lendemain de l'Eurogroupe du 18 juin, M. Tusk a su trouver la bonne formule pour résumer la situation : la Grèce aura à choisir entre ou bien le projet que proposent les créanciers, ou bien la faillite, a-t-il déclaré. Mais ces messieurs, qui sont censés veiller sur la sauvegarde des intérêts des peuples européens, ne se sont pas contentés de placer un gouvernement élu devant ce choix forcé. La faillite, ils ne se bornent pas à l'évoquer, ils l'organisent sournoisement et méthodiquement par des rumeurs, de vraies fausses annonces aux médias, de fuites savamment orchestrées, qui toutes laissent planer depuis plusieurs jours la menace d'un scénario à la chypriote. Par un jeu calculé de déclarations alarmantes, ils préviennent de l'imminence d'un « capital control » en Grèce et poussent délibérément les épargnants grecs à faire des retraits massifs, qui n'ont pas manqué de conduire les banques au bord du gouffre. Dresser ici un inventaire exhaustif de faits et gestes incitant à la panique bancaire n'est pas possible ; je vous renvoie à l'excellent compte rendu qu'en fait Romaric Godin dans *La Tribune*, ainsi qu'à l'analyse de Martine Orange dans *Mediapart*.

Je mentionne juste deux exemples : le refus de la Commission de démentir l'article du *Süddeutsche Zeitung* qui évoquait la possibilité d'un contrôle de capitaux et la vraie fausse rumeur lancée par les soins de M. Queré, selon laquelle les banques grecques ne devaient pas ouvrir lundi dernier. Une fois cette prévision catastrophique démentie par les faits, le spectre de la fermeture bancaire s'est savamment déplacé vers… mardi ! Que faudrait-il de plus pour que les épargnants se ruent vers les agences les plus proches ? La très honorable institution qui se doit d'assurer la stabilité du système financier européen n'accorde chaque jour qu'une somme « insuffisamment suffisante », pour maintenir les banques grecques tout juste à flot, mais toujours au bord du gouffre. Bref, les responsables européens, avec l'aide de leurs amis du FMI, recourent ici au bon vieux schéma de la prophétie apocalyptique, qui, en semant la panique, finit par s'accomplir, du fait de sa seule énonciation publique. Le but de l'opération étant d'obliger le gouvernement Tsipras à décider ses prochains mouvements, sous la menace imminente d'un « accident » bancaire. Ce qui pourrait expliquer les concessions supplémentaires que le gouvernement grec a faites en acceptant une hausse de la TVA et une augmentation des cotisations des retraités au système de santé. Pour compléter le tableau, juste avant la réunion du 24 juin, un dignitaire européen a jugé bon de rappeler à notre mémoire le scénario à la chypriote, dont la répétition pourrait intervenir à tout moment.

Mais cela n'a pas suffi, la preuve, la nouvelle proposition des trois institutions, qui en fait ne diffère que très peu de la précédente, exige de nouvelles baisses des retraites et des salaires, dans le but évident mais non avoué d'enfoncer encore plus la Grèce dans une misère économique et sociale la plus totale. Prenons juste un exemple parmi les mesures préconisées : le taux d'imposition des agriculteurs passe de 13 % à 26 %, voire à 33 %, et la réduction de taxes sur le pétrole destiné aux travaux agricoles est diminuée de moitié. Pareilles mesures, si elles venaient à s'appliquer sur une agriculture à l'agonie, pousseraient la grande majorité des cultivateurs à renoncer à leur métier et à brader leurs champs pour moins que rien. Sous prétexte de multiplier les recettes de l'État, ce qui n'est tout simplement pas envisageable car on ne peut rien tirer de gens ruinés, la terre arable grecque changerait de mains. J'ajoute que, selon Wolfgang Münchau, l'avant-dernière proposition de ceux qui prétendent parler au nom de l'Europe, et qui diffère très peu de celle actuellement sur la table, produirait certainement un effet récessif de 12,6 % sur quatre ans, et que la dette risquerait d'atteindre 200 % du PIB en 2019. Avoir mis sous tutelle un pays dont la dette s'élevait à 120 % en 2009 pour le sauver de la faillite, et le conduire grâce aux conditionnalités de l' « aide » accordée, à 200 %, c'est un brillant exercice de destruction massive, qui pourrait servir d'exemple à tous ceux et celles en Europe qui trouvent que l'austérité est un remède qui tue. À ce propos, on aimerait bien savoir sur quelle logique M. Moscovici s'appuie pour affirmer qu'un paquet de 11 milliards d'économies étalées sur 18 mois, imposé à un pays en dépression, ne constitue point un plan d'austérité.

Des acolytes bien commodes

Il est à noter que les déclarations catastrophistes les plus redoutables venaient de l'intérieur même du pays. Le bal fut ouvert par Mme Bakogianni, qui, dès le 24 mai déjà, avait affirmé l'imminence d'un *capital control* qui pourrait intervenir dans le long week-end de la Pentecôte. M. Géorgiadis, transfuge de l'extrême droite au sein du gouvernement précédent et vendeur de pamphlets antisémites, n'a pas manqué d'apporter sa propre touche à l'édifice. Cependant, celui qui a vraiment donné le coup de grâce fut le directeur de la Banque de Grèce, M. Stournaras. Celui-ci, en outrepassant abusivement les limites de sa fonction en tant que garant de la stabilité financière grecque, a jugé bon de publier, la veille de l'Eurogroupe du 18 juin, un rapport qui prévoyait des catastrophes cataclysmiques, si jamais un accord avec les créanciers n'était pas signé tout de suite.

Terrorisme financier

Mais la BCE n'en est pas à son premier coup. En matière de chantages aux liquidités et d'ultimatums, M. Jean-Claude Trichet s'était avéré être un maître à la tête de la BCE. Les Irlandais en ont goûté la saveur, lorsqu'en novembre 2010 et sous la menace du tarissement de liquidités, ils furent forcés de signer un mémorandum qu'ils s'obstinaient jusqu'alors à rejeter. On peut également évoquer l'éviction de Papandréou de son poste de Premier ministre, une fois qu'il avait eu la très mauvaise idée de proposer en novembre 2011 un référendum. Quant au « bail in » chypriote, on aurait tort d'oublier le chantage ouvert qu'a exercé encore une fois la BCE, en menaçant de couper les liquidités aux banques chypriotes. Cet exercice de haut vol de terrorisme financier a prouvé encore une fois en Chypre son efficacité : il a obligé le parlement chypriote à revenir sur sa décision initiale et à accepter le 22 mars 2013 le même *bail in* que trois jours avant il avait rejeté.

Cependant, l'exemple le plus instructif reste celui qui concerne la fuite de capitaux « téléguidée », pendant la période entre les élections de mai et celles de juin 2012 en Grèce. Une étude de Peterson Institute, datée de mai 2012, sous le titre parlant « Comment un bank run peut faire partie de la solution » décrit en détail de quelle manière une panique bancaire en période électorale pourrait s'avérer fort opportune pour pousser les électeurs à se détourner de Syriza. Son auteur, M. Jacob Funk Kirkegaard, ne mâche pas ses mots : « Un *bank run* accéléré en Grèce pourrait offrir quelques opportunités. Nous ne devons donc nous attendre à aucun répit sur le front des menaces de la part des dirigeants de l'Eurozone. En effet, ces dirigeants peuvent encourager secrètement la panique bancaire, une stratégie qui révèlerait aux yeux de tous, le caractère fallacieux et trompeur du programme électoral de Syriza. Si les déposants des banques grecques ne peuvent pas faire confiance aux promesses d'Alexis Tsipras concernant leur argent propre, pourquoi voteraient-ils pour lui ? » Et l'excellent homme pousse son raisonnement jusqu'à dire : « tout un chacun qui veut maintenir la Grèce dans l'Eurozone se doit de retirer de l'argent des banques ». On ne peut pas être plus clair, je crois. Il ne faut surtout pas imaginer que ce scénario-là était resté lettre morte à l'époque. Entre mai et juin 2012, résonnaient sans cesse à nos oreilles les paroles des dignitaires européens du plus haut rang, qui n'avaient de cesse que de nous prévenir des catastrophes apocalyptiques qui se produiraient si jamais

Syriza gagnait les élections (voir ici un article relatif à cet épisode et l'appel que, à l'époque, Etienne Balibar, Michel Vakaloulis et moi-même avions lancé). Tout au long de cette période électorale, on a pu constater une fuite considérable de capitaux vers l'étranger, dont une grande partie fut rapatriée juste après la formation du gouvernement Samaras. Une véritable campagne d'intimidation avait été lancée en interne et en externe, afin de terroriser les électeurs par la perspective de la perte de leur épargne et d'une fermeture imminente des grandes entreprises, si, par malheur, Syriza l'emportait. Une grande banque systémique grecque, Eurobank pour ne pas la nommer, avait même donné la consigne à ses employés de bien prévenir la clientèle de la fermeture certaine de la banque, si Syriza l'emportait, après quoi leurs économies seraient parties en fumée.

Mais nul besoin de remonter si loin pour trouver des précédents. Début février 2015, la BCE avait annoncé la suppression de lignes de financement des banques grecques, qu'elle acceptait depuis 2010. « Les responsables de la banque centrale ont annoncé que l'institut monétaire mettait un terme à partir du 28 février – dans les faits, la mesure devrait prendre effet dès le 11 février pour des raisons techniques – à la clause qui lui permettait d'accepter les titres grecs, classés aujourd'hui en « junk bonds », que les banques grecques placent en dépôt de garantie pour obtenir un refinancement bancaire. Pour les banques grecques, privées de tout accès aux financements interbancaires, ce dispositif est essentiel pour assurer leur financement », écrivait Martine Orange. Après avoir accepté pendant plusieurs années d'acheter des titres qui étaient classés très bas dans l'échelle d'évaluation, subitement la BCE a commencé à se poser des questions sur la qualité de ces titres, en se souvenant tout d'un coup que son règlement lui interdit d'acheter des titres qui ne sont pas dotés du fameux AAA. Il va de soi que le moment ne fut pas choisi au hasard : Syriza venait d'emporter les élections du 25 janvier et les négociations avec les créanciers venaient juste de commencer.

Toutefois, la sortie systématique de la BCE de ses prérogatives ne s'arrête pas là. L'honorable institution refuse de rendre à la Grèce les gains qu'elle a faits sur les obligations grecques achetées dans le cadre du programme SMP (*Securities Market Program*, un programme d'achat des obligations les plus attaquées sur les marchés, afin de faire baisser les taux d'intérêt). Ces gains, pour la seule année 2014, s'élèvent à 1,9 milliard. Bref, la BCE, au même titre que n'importe quel spéculateur, profite allègrement de taux d'intérêt très élevés de cette catégorie de titres, et, en ce moment critique où l'économie grecque est à l'asphyxie, elle refuse de payer à la Grèce son dû, si celle-ci ne cède pas aux exigences extravagantes de ses créanciers. Car, à partir du 1er janvier 2013, les intérêts perçus sur ces titres doivent obligatoirement être rétrocédés aux banques centrales nationales, qui elles-mêmes les mettront à la disposition du pays émetteur du titre. Mais l'« exception » grecque autorise quelques écarts par rapport aux accords que les institutions ont signés avec la Grèce. Non pas que cela ne se fasse pas également au détriment d'autres pays comme le Portugal. Quoi qu'il en soit, dans le cas de la Grèce, ce type de pratiques constituent plutôt la règle que l'exception.

Un scénario assez semblable au *bank run* de mai 2012 est en cours aujourd'hui, sauf que, maintenant, l'implication des institutions européennes se fait ouvertement et non

plus à mot couvert. Comme l'a révélé Martine Orange dans son article « Grèce : les créanciers instaurent la stratégie de la terreur », une étude de la très honorable Goldman Sachs avait déjà tout prévu depuis le mois de décembre : « Cette volonté de semer l'inquiétude ressemble tant au scénario de Goldman Sachs, établi dès décembre, où s'enchaînaient panique bancaire, fermeture des banques, contrôle des capitaux, capitulation politique, mise sous tutelle économique et nouvelles élections, que cela en devient troublant. » Pour sa part, Romaric Godin remarquait : « Tout au long de la semaine, les créanciers et la BCE ont tout fait pour déstabiliser les déposants grecs. Et placer le gouvernement grec devant un choix impossible. » Faudrait-il rappeler ici que M. Mario Draghi fut pendant de longues années le représentant attitré de Goldman Sachs en Europe ?

Déstabilisation politique

Mais Goldman Sachs n'en était pas à son dernier coup. Le site économique grec capital.gr relate que la très honorable maison prévoit un défaut imminent de la Grèce dans l'euro, accompagné d'un *capital control*. Goldman Sachs précise que la période chaotique qui pourrait suivre comporte tout de même « le risque d'une sortie de l'euro au lieu de *conduire au changement politique qui permettrait d'arriver à un accord* » (c'est moi qui souligne). Au cas où nous n'aurions pas compris quel est le changement politique que l'honorable maison appelle de ses vœux, elle en dresse les contours d'une façon on ne peut plus claire. Le *capital control* ruinerait la confiance des électeurs au gouvernement, de sorte que la voie vers « un nouvel équilibre politique interne » soit enfin ouverte. Par « nouvel équilibre politique », il faut entendre une nouvelle configuration de la carte politique grecque entre les partis, qui permettra d'arriver finalement à la conclusion d'un accord. Cette recomposition de la scène politique grecque, qui serait atteinte grâce aux turbulences d'une période trouble de transition, implique nécessairement des nouvelles élections ainsi que la formation de coalitions inédites, nous verrons lesquelles par la suite. Le tout rendra possible le maintien de la Grèce dans la zone euro sous un gouvernement suffisamment docile envers les diktats des créanciers.

Si ce qui vient d'être décrit n'est pas un scénario de déstabilisation méthodiquement planifiée d'un gouvernement élu, qu'est-ce que c'est ? En provoquant un *bank run*, en ouvrant la voie vers le *capital control* qui dressera la population contre le gouvernement actuel, certains espèrent avoir raison de Syriza. Qui plus est, un accord en contrepied du programme électoral de Syriza, que les créanciers veulent imposer *manu militari*, constituerait l'occasion rêvée pour que la coalition de gauche radicale qu'est Syriza vole en éclats. Une scission au sein de Syriza permettrait d'isoler le bon grain de l'ivraie et ouvrirait la voie à un autre gouvernement de coalition. Remarquons que la dernière mouture de la proposition des créanciers comporte une coupe de 400 millions dans le budget de la défense. Pareille baisse dans le budget de la défense aurait pu être la bienvenue, si elle ne comportait pas une certaine arrière-pensée. ANEL, la droite souverainiste qui est l'allié actuel de Syriza, est particulièrement attachée au maintien d'un budget militaire considérable. Certes, dans les programmes précédents, il y a eu quelques coupes dans le budget de la défense,

mais, que je sache du moins, jamais de cette ampleur. Alors on ne peut que s'étonner de voir comment ceux qui, au début du programme de « sauvetage », avaient exigé que la Grèce honore les contrats signés pour l'achat d'armements au grand profit de la France et de l'Allemagne, tout d'un coup, par une illumination divine, exigent non seulement des coupes, mais des baisses d'effectifs, c'est-à-dire des licenciements de militaires professionnels. Scission donc de Syriza, éclatement de la coalition avec ANEL, voici quelques éléments ouvrant une voie royale vers un autre gouvernement plus commode.

M. Stavros Théodorakis, un présentateur télévisuel, qui se trouve actuellement à la tête de Potami, réputé pour ses accointances avec le cercle des créanciers, est appelé à jouer un rôle clef dans ce processus. Précisons que S. Théodorakis prône ouvertement la nécessité de coupes budgétaires avec baisse des retraites, et s'oppose à toute idée de restructuration de la dette, ainsi qu'à toute augmentation d'impôts des couches supérieures de la société. Ce dirigeant d'une formation qui n'a pas fait plus que 6 % aux dernières élections est, dans le contexte actuel, l'interlocuteur privilégié de Bruxelles. Il multiplie les rencontres avec M.M. Juncker, Sapin, Moscovici et Schulz, ce dernier ne manquant pas une occasion pour affirmer que c'est bien avec Potami que Syriza aurait dû former un gouvernement de coalition. S. Théodorakis participe même à des dîners avec des chefs d'État ! Comble de l'affaire, ce chantre des intérêts des créanciers se présente en Grèce comme un porte-parole officieux de Bruxelles, faisant part aux Grecs du mécontentement de M. Juncker devant l'« intransigeance » supposée du Premier ministre grec.

Si par malheur ces manœuvres ne réussissent pas à le faire plier, on peut compter sur l'usure qui pourrait saper la popularité de Tsipras auprès d'une population qui, jusqu'à maintenant, continue contre vents et marées à lui accorder son soutien. Cette usure sera assurée si Tsipras est amené à appliquer des mesures d'austérité, imposées par les créanciers. La chose pourrait être facilitée par un coup de main opportun et un *bank run* organisé ferait bien l'affaire. Les créanciers seraient même disposés à conduire la Grèce au défaut, tout en faisant porter la responsabilité de celui-ci à Syriza. Il s'ensuivra nécessairement une première période confuse sinon chaotique, particulièrement propice à des manifestations dites « de casseroles », dans la veine de celles organisées au Chili d'Allende, qui contribueraient à faire tomber le gouvernement. Je dois ajouter ici que chaque fois que les négociations se trouvent à un point crucial, des groupes qui se disent anarchistes créent des incidents violents aux alentours de l'École polytechnique, en brûlant des voitures, cassant des vitrines, etc. Il se peut qu'il s'agisse effectivement des anars, mais la coïncidence avec les réunions de l'Eurogroupe aussi bien que l'attitude tolérante de la police à leur égard laissent songeur.

Pour ceux qui pourraient voir l'analyse qui précède comme une énième théorie du complot, je propose de prêter l'oreille à un économiste peu suspect de verser dans le complotisme, à savoir Romaric Godin : « L'Europe doit donc *de toute urgence abandonner ses buts politiques et accepter enfin le résultat de l'élection du 25 janvier*. Elle doit aussi respecter sa propre parole, celle qui, le 20 février, affirmait que la Grèce devait décider de ses propres réformes dans le cadre du programme. » (souligné par moi).

Des amis qui vous veulent du bien

J'en viens aux faits et gestes politiques qui permettent d'affirmer qu'un plan de renversement du gouvernement Tsipras est lancé par Bruxelles. Stavros Théodorakis, encore lui, fut invité par la Commission et reçu par M. Juncker le jour même où le Premier ministre était convoqué à Bruxelles. Notons qu'il ne fut pas le seul à se rendre à Bruxelles le mercredi 24 juin, mais s'y sont précipités tous ceux qui vont être appelés à former un gouvernement obéissant, une fois Tsipras évincé. On y a vu M. Samaras, dont les déclarations étaient plus qu'explicites : il propose un gouvernement d'unité nationale sans M. Tsipras, en faisant quand même la concession de s'abstenir de toute participation personnelle au schéma proposé. En même temps, le nom de M. Karamanlis commence à circuler ; celui-ci pourrait en effet se présenter comme un recours possible, dans la mesure où il n'a occupé aucun poste gouvernemental depuis septembre 2009 ; il est moins usé que ceux qui se sont compromis dans la gestion des memoranda. Quant à M. S. Théodorakis, toujours lui, du haut de ses 6 % de voix et de sa science économique, il vient de donner une interview au *Financial Times*, où il précise qu'il est à la disposition de qui veut l'entendre pour un remaniement gouvernemental. Mais, le 24 juin, a également été reçue à Bruxelles Mme Gennimata, qui vient de succéder à M. Vénizelos à la tête du Pasok, forte des 289 482 voix que celui-ci avait récoltées aux dernières élections. J'invite le lecteur à réfléchir un instant pour se poser la question suivante : que pouvait faire tout ce beau monde à Bruxelles, au moment où les négociations avec les créanciers se trouvaient à leur point critique, sinon se présenter comme une alternative « sérieuse » au gouvernement actuel, qui ne serait composée que « de personnes responsables et d'adultes » (dixit Mme Lagarde) ?

Coup d'État financier

Deux scénarios se dessinent : ou bien il faut obliger le gouvernement Tsipras à la capitulation totale en acceptant des mesures exceptionnellement dures, auxquelles il faudrait éventuellement ajouter l'arme majeur du *capital control*, ce qui le discréditerait aux yeux de l'opinion, ou bien il faudrait provoquer une scission opportune au sein de Syriza pour introniser ensuite un gouvernement de coalition avec la soi-disant bonne partie de Syriza, où M. Théodorakis jouerait un rôle de premier ordre. Une combinaison des deux scénarios reste bien entendu possible. Le tout dans une perspective de défaut. Pour éviter les malentendus, je précise que j'appelle de mes vœux une cessation de paiement, même si cela se traduit par un défaut, à la condition qu'il soit soigneusement préparé et encadré. Sans cela, il pourrait déclencher un enchaînement d'événements incontrôlables qui mèneraient à la chute du gouvernement.

Ce qui vient d'être décrit ici porte un nom, ce n'est rien d'autre qu'un *coup d'État financier où, à la place des tanks, on fait appel aux banks !* Un coup d'État fomenté par les institutions européennes, voilà le visage de l'Europe que les dirigeants

européens souhaitent donner à voir à leurs peuples. Je ne saurais dire si ceux-ci tolèreront ces agissements. Les trois de l'ex-Troïka, malgré leurs dissensions internes, font tout pour dresser les citoyens européens contre les Grecs en leur faisant croire qu'ils ont payé et continueront à payer pour le sauvetage de la Grèce. Ce que l'on oublie de dire, c'est que le programme qui fut présenté en 2010 comme un plan d' « aide » à la Grèce, n'était en réalité qu'un généreux plan de sauvetage de banques européennes exposées à la dette grecque. Tous les économistes qui se respectent s'accordent aujourd'hui sur ce point : à l'époque, il aurait fallu faire une restructuration importante de la dette grecque qui l'aurait rendue viable, avant d'entreprendre n'importe quelle mesure pour la suite. Or, une telle restructuration aurait pu faire perdre 30 milliards à peu près aux banques européennes, au premier rang desquelles se trouvaient BNP Paribas, la Société générale et la Deutsche Bank. Et, pour que celles-ci n'accusent pas une perte qui aurait nécessité leur recapitalisation aux frais du contribuable, un sauvetage qui l'a ruinée a été imposé à la Grèce. Bref, ce qui fut présenté comme un plan d'aide à la Grèce n'a été qu'une recapitalisation indirecte des banques, qui ont eu toutes leurs aises pour se débarrasser à temps des obligations grecques avant la restructuration de 2012 ; ainsi, la patate chaude est passée du secteur privé aux États. Le fait est confirmé par la toute récente déposition de Panayotis Rouméliotis à la Commission parlementaire « Vérité sur la dette ». Rouméliotis, qui représentait à l'époque la Grèce au sein du FMI, a révélé que des représentants de grandes banques européennes furent reçus à plusieurs reprises par l'équipe du FMI à Athènes afin d'éviter une restructuration qui les prendrait de court. Force est de constater que l'appel « Sauvons le peuple grec de ses sauveurs » que nous avions lancé en février 2012 n'a malheureusement rien perdu de sa pertinence.

Négociations ?

J'espère que cette stratégie des créanciers qui met en danger, non seulement la Grèce mais l'Europe dans son ensemble, soulèvera un vent de protestations sans précédent partout dans le monde. Car, si les créanciers arrivent à leurs fins, si ce coup d'État financier monté par les institutions européennes et le FMI réussit, il ne restera plus rien de l'idée européenne. Des cendres calcinées de celle-ci émergera non pas le visage « complaisant » du chef de Potami, mais celui, odieux, de l'Aube Dorée. À qui d'autre pourrait profiter le sentiment d'une impuissance totale et enragée qui résultera inévitablement devant le spectacle des manœuvres qui ne vous laissent aucune prise sur votre propre destin ? Faire preuve de tant d'aveuglement au moment où partout en Europe des partis d'extrême droite et des formations ultranationalistes ouvertement racistes prennent le pas, c'est dire jusqu'où les dirigeants européens sont disposés à aller pour imposer le dogme néolibéral. Ou bien il ne s'agit point d'aveuglement, mais d'un choix délibéré ? Certes, il y en a quelques-uns parmi le cénacle de dirigeants qui, face à ce danger, optent pour un scénario plus *soft*, celui non pas de l'éviction immédiate, mais de la prolongation de six mois du programme sans restructuration de la dette, six mois pendant lesquels Syriza sera sommé d'appliquer les contre-réformes préconisées partout en Europe comme un remède miracle à la crise. Un tel scénario présente l'avantage de compromettre les chances de Podemos et d'autres formations

affines. Mais il n'empêchera point la montée en force de l'Aube Dorée, qui serait en droit dans ce cas d'affirmer que les politiciens sont tous « les mêmes ». À qui d'autre pourrait profiter la conviction que les politiques sont « tous vendus », qui ne manquera pas de s'imposer alors à l'opinion ?

Le dernier rebondissement, avec le durcissement maximal des créanciers qui se sont réglés sur les positions libérales à outrance de Mme Lagarde, ne fait que confirmer l'hypothèse d'une stratégie de déstabilisation. Il est à noter que cette nouvelle provocation intervient juste deux jours après que les représentants des trois institutions avaient accepté comme une bonne base de discussion les positions grecques, tandis que, deux jours plus tard, le texte présenté par les créanciers tordait le cou à l'esprit initial du texte grec, qui, de son côté, consistait à faire porter le maximum de charges aux entreprises bien portantes et non pas uniquement aux plus faibles, très fragilisés par les coupes successives de revenus. En somme, les propositions du FMI adoptées par les créanciers dans leur ensemble sont si extrêmes qu'elles ne sauraient qu'être rejetées. Si par bonheur Tsipras, sous la menace de la faillite, signait un accord plus dur que celui proposé à Samaras, quelle aubaine ! Les peuples européens comprendraient une bonne fois pour toutes que celui qui sort du droit chemin paie la rançon forte.

Les institutions européennes se sont avérées de véritables maîtres ès manipulation et vraies fausses négociations. Un mécanisme médiatique s'est mis au service de cette stratégie. De faux bonds en retournements de veste, de déclarations qui étaient faites pour s'annuler un jour après, d'engagements pris et cyniquement et ouvertement non tenus, depuis cinq mois, ils n'avaient que fait semblant de négocier, afin de repousser la chose jusqu'au mois de juin, à la fin duquel la Grèce, sans prolongation du programme, ne touchera pas la dernière tranche d'aide. Pour que ces ajournements incessants passent auprès de l'opinion, les créanciers ont sans cesse dénoncé l'« intransigeance » irresponsable du gouvernement grec. Et ils l'ont fait au moment où ils l'obligeaient, par le tarissement des liquidités, à reculer considérablement par rapport à ses positions initiales. Tout avait bien commencé par un coup tordu : comme l'a révélé Paul Mason, journaliste au Channel 4, Varoufakis était arrivé à l'Eurogroupe du 16 février avec une des propositions de Moscovici en mains, pour découvrir que ce n'était point sur celle-ci que portait la discussion, mais sur un texte beaucoup plus dur que Dijsselbloem allait sortir pendant la réunion. En faisant circuler des contre-vérités, en traitant comme nulle et non avenue la proposition de 47 pages déposée par Syriza début juin. Ce texte ne reprenait point les positions propres du gouvernement grec, mais bel et bien celles issues de quatre mois de pourparlers inutiles. Ainsi, les institutions européennes ont réussi à repousser les vraies négociations vers une période critique où le gouvernement grec est obligé de verser plusieurs remboursements. Mais les dignitaires de Bruxelles ont voulu y voir un document irrecevable, puisque non conforme à leurs diktats. Fin juin, ils croyaient réussir de coller Tsipras dos au mur et escomptaient rafler ainsi la mise. C'est à ce moment que, pour gagner encore du terrain sur l'adversaire, ils ont sorti le bazooka du *bank run* orchestré, comme arme de destruction massive. Mais Tsipras, tant bien que mal, continue à résister. Certes, il a fait des concessions, dont plusieurs sont inacceptables, comme les privatisations, mais il continue à ne pas accepter une

capitulation totale et sans conditions. Et sur ce point, même si l'on n'est pas d'accord sur sa stratégie, il faudrait lui rendre un hommage appuyé ; tenir bon lorsqu'on est seul dans la fosse aux lions demande un certain courage, voire un courage certain.

Devant tant de mauvaise foi, tant d'arrogance, tant de perfidie liées à une stratégie de déstabilisation d'un gouvernement qui dérange, j'aimerais inviter le Premier ministre grec à suspendre les paiements des créanciers jusqu'à ce que la croissance revienne en Grèce. Il serait utile de rappeler ici que, selon le rapport provisoire de l'audit de la dette grecque, celle-ci a explosé entre 1980 et 2010, non pas à cause de dépenses licencieuses, mais par l'effet conjugué de taux d'intérêt très élevés et de la course aux armements.

Tous égaux devant la loi ?

Mme Merkel ne cesse de demander plus d'efforts aux Grecs. On ne saurait que lui donner raison. C'est vrai qu'une hausse de 45 % de mortalité infantile, de 42 % du taux de suicides, accompagnées d'une baisse de trois ans de l'espérance de vie ne lui donnent pas entière satisfaction. De même, le taux de retraités qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (44,6 %) est sans doute scandaleusement bas. Encore un effort doit donc être fait par ce ramassis de « privilégiés », qui passent leur temps à bronzer au soleil, pour atteindre un chiffre qui témoignerait de leur volonté de se mettre enfin au travail. Ce qui voudrait dire, pour les plus vulnérables parmi eux, qu'ils se décident enfin à apporter leur contribution à la réussite des programmes d'« aide », en ayant la politesse de se laisser mourir. Si l'on ajoute à cela que le plus grand hôpital du pays, Evangélismos, n'a de quoi continuer à fonctionner que jusqu'à la fin juillet, il devient on ne peut plus clair que l'effort qui est demandé aux Grecs n'est autre qu'une accélération intensive du travail de la mort. Force est de constater que l'Europe, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, s'avère être un mécanisme redoutable de thanatopolitique, tant à l'endroit des migrants à qui elle offre une place dans les fonds marins, qu'à l'endroit des populations vulnérables, considérées comme superflues, qui sont invitées à presser le pas vers la paix éternelle.

Pour ceux qui pourraient trouver que ces affirmations sont gratuites, je voudrais rappeler la réponse du commissaire aux affaires économiques et monétaires de l'époque, à une question d'euro-députés de Syriza qui, en en septembre dernier, dénonçaient la violation systématique des droits sociaux, économiques et humains de la population grecque pendant les quatre dernières années, en s'appuyant sur un rapport relatif aux droits humains des Nations unies présenté par Cephas Lumina. L'excellent M. Jyrki Kataïnen n'a pas hésité un instant à dire que « *la validité de la Charte des droits fondamentaux de l'UE est suspendue en Grèce mais aussi dans tous les pays sous programme* », dans la mesure où les memoranda n'ont pas à être soumis au droit communautaire. Une bévue d'un ultra ? Voyons ce qu'en décembre dernier, son successeur, le très socialiste M. Moscovici, avait répondu à une question d'euro-députés de Syriza sur le non-respect du droit de travail en Grèce. Selon lui, les memoranda ne sont que des accords intergouvernementaux et en tant que tels se soustraient au droit communautaire. Bref, ce qui est affirmé sans ambages ici est le fait que le principe fondateur de la démocratie depuis Solon, à savoir l'isonomie, n'est

plus valable, ni pour les Grecs, ni pour les autre pays sous la tutelle de la Troïka. En somme, ce dont il s'agit, c'est l'instauration de véritables zones de non-droit au sein de l'Europe, qui fonctionneront comme hauts lieux d'une exploitation extensive, d'autant plus que, du droit du travail, il ne reste presque rien. Un presque rien que les créanciers trouvent encore excessif et s'efforcent de rendre équivalent à zéro. Cette création des zones économiques spécialisées, régies par la seule loi du plus fort, ne sert pas uniquement la maximisation de profits sur place, mais l'intimidation de ceux qui ailleurs en Europe se mettront à résister à l'offensive néolibérale. Si jamais vous vous mettez en tête que c'est à vous de changer quoi que ce soit, voilà quel sort vous attend. Il est largement temps de se poser la question : quel est le régime où les droits fondamentaux d'un texte fondateur de l'UE sont valables – même si ce n'est qu'en théorie – pour les uns, et non pas pour les autres, en fonction de leur pays de résidence et de leur appartenance ethnique ? Je laisse au lecteur le soin d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

De nos responsabilités

De tout ce qui précède, on peut conclure que l'Europe de M.M. Juncker, Schulz, Moscovici et Dijsselbloem n'est qu'une structure de pouvoir techno-financier dont la seule raison d'être est le sauvetage à tout prix des banques, quitte à en sacrifier quelques-unes de la périphérie pourvu que le résultat politique soit là. Car cette technostructure européenne, dotée d'un mécanisme qui peut semer la terreur sur les marchés, et pourvu d'un dispositif thanatopolitique, a pour but de « neutraliser la démocratie », lorsque celle-ci comporte un risque de rupture. Et tout moyen est bon, même la faillite du système bancaire grec, si c'est pour arriver à ses fins, c'est-à-dire faire tomber un gouvernement élu, point révolutionnaire mais qui se bat tant bien que mal pour défendre les droits du peuple dont il est le représentant.

Devant cette attaque sans précédent de la notion d'isonomie, devant cette mise à mort de la démocratie dans le pays même qui l'a vue naître, pourrions-nous rester muets ? Plusieurs d'entre vous ont déjà entrepris des initiatives, des textes, des actions de solidarité avec les Grecs, ce dont je les remercie de tout cœur. Mais, aujourd'hui, un seuil a été franchi. Il ne s'agit plus ni du sort des Grecs ni de celui de l'Europe. Ce qui est en danger est cette infime marge de démocratie que nos dirigeants daignent bien nous laisser encore. Un coup d'État est en train d'avoir lieu sous nos yeux, et il n'est pas possible de se taire. Faisons entendre nos voix partout dans le monde. Il y va de notre responsabilité.

Athènes, le 25 juin 2015

Annexe

Du paquet Juncker pour la Grèce, du respect de règles européennes, et d'autres histoires à dormir débout

Les dirigeants européens rivalisent à qui mieux mieux en double langage et contre-vérités ; le prétendu « ami » de Grecs au sein des institutions européennes qui faisait jusqu'à récemment étalage d'amabilités à l'endroit de Tsipras, M. Juncker pour ne pas le nommer, veut nous faire croire qu'il offre à la Grèce un généreux paquet de 35 milliards, étalé sur cinq ans et destiné aux investissements. Certains se sont précipités de le nommer « paquet Juncker ». Mais des journalistes qui honorent leur profession sont allés voir de plus près quel est ce paquet que le président de la Commission offrirait en cadeau à la Grèce. Or, il ne s'agit de rien d'autre que des fonds structurels faisant partie d'un « repackaging » de fonds non utilisés. La Grèce, en tant que membre à part entière de l'UE, y a droit au même titre que les autres pays membres, indépendamment de toute conditionnalité et certainement pas en fonction de l'issue des négociations. Cependant, M. Juncker ne se contente pas de présenter comme un « plan pour la Grèce » ces fonds, que l'UE doit à la Grèce par la redistribution proportionnelle parmi les pays membres de fonds qui sont restés dans les tiroirs, mais, en pleine contradiction avec ses prérogatives, il met une conditionnalité politique à son versement. Bref un chantage on ne peut plus cynique, où la Commission se croit en droit de retenir une somme due à un pays en état de nécessité et fait dépendre son versement de l'issue de discussions. « Il est assez étonnant de penser que la Grèce, membre jusqu'à nouvel ordre à part entière de l'Union européenne, serait « moins bien servie » dans le cadre de la répartition des fonds européens si elle ne parvenait pas à s'entendre avec les créanciers. La Commission a donc commencé à mettre en place cette « zone euro à deux vitesses » qu'Alexis Tsipras évoquait ? », écrit Romaric Godin.

Mais il y a plus. Selon des informations provenant des étudiants italiens, la Commission aurait suspendu pour des raisons de procédure le programme Erasmus pour la Grèce ! Si cette exclusion, contraire non seulement aux règlements mais à la notion même de l'isonomie, s'avère fondée, elle serait la preuve supplémentaire que ceux qui s'échinent à exiger de la Grèce le respect des règlements sont disposés à les violer sans hésitation, lorsqu'il s'agit d'exercer un chantage politico-économique à un gouvernement réfractaire. En d'autres termes, la Commission traite d'ores et déjà la Grèce comme un non-membre de l'UE, en suspendant les aides auxquelles elle a droit, jusqu'à ce qu'à ce que la Grèce cède sur tous les fronts.

Comme quoi il n'y pas à s'étonner que M. Juncker fut le Premier ministre du Luxembourg pendant la glorieuse période qui a transformé celui-ci en un paradis fiscal. Il serait intéressant de savoir à combien de manque à gagner pour les autres pays européens se traduit cette politique. Combien de manque à gagner pour la Grèce, qui aujourd'hui manque des fonds suffisants pour couvrir les besoins les élémentaires d'un système de santé en ruines ? Selon Eva Joly, il se peut que le montant s'élève à quelques milliards.

M. Juncker ne manque pas de dénoncer à qui veut l'entendre le mépris des règles européennes dont ferait preuve Tsipras. Le président de la Commission, si attaché au respect de règles, saurait-il nous dire quelle règle européenne permet à l'Allemagne de dépasser pendant cinq années consécutives le 6 % réglementaire d'excédents commerciaux, sans être le moindre du monde inquiétée par aucune instance européenne ? Si j'y fais mention, c'est parce que, comme le dit Ambrose Evans-Pritchard dans le *Daily Telegraph*, un excédent de l'ordre de 7,9 % comme celui qu'affiche actuellement l'Allemagne, a comme effet moins de croissance et plus de chômage pour les autres pays européens. Bref, l'Allemagne n'exporte pas que ses produits, mais a trouvé moyen d'exporter du chômage à ses partenaires européens, sans qu'aucun d'entre eux ne trouve rien à redire.

Enfin, *last but not least*, jusqu'à quand les économistes de la BCE continueront-ils à cacher sous le tapis l'état pas franchement rassurant de la Deutsche Bank ? La situation délicate de ce géant aux pieds d'argile, embourbé dans une série de scandales et soupçonné de blanchissement d'argent, représente un danger considérable non seulement pour l'Europe mais pour l'économie mondiale. La Deutsche Bank vient d'écoper d'une amende de 2 milliards pour falsification du Libor, et est actuellement « aux prises avec quelque 6 000 litiges » juridiques ! À la mi-mars, ses filiales américaines ont étaient les seules, avec celles de Stantander, à ne pas passer les *Stress Tests* de la Fed. Mais le plus inquiétant est que le géant allemand, poursuivi Outre-Atlantique pour évasion fiscale, détiendrait dans son portefeuille une bombe de plusieurs giga-tones. Rien de moins que quelques trillions de produits à très haut risque, voire toxiques. Sur leur montant exact, les chiffres les plus fous circulent. Il y en a qui parlent de 3 à 4 trillions, d'autres de quelques dizaines. Peut-être que le très pointilleux M. Draghi daignerait nous informer de ce qu'il en est au juste. Car lorsque cette bulle-là éclatera, le krach qui suivra, fera paraître celui de 1929 comme une partie de plaisir. C'est bien commode de présenter la Grèce, dont la dette ne représente même pas 2 % du PIB de la zone euro, comme *le* danger qui menacerait l'économie européenne, mais en tant que citoyens européens, nous avons tout de même le droit d'en savoir un peu plus long sur les pratiques plus que douteuses et surtout sur l'état de santé de la DB. Certes, le niveau de la TVA sur les pâtes à Athènes est un sujet d'importance cruciale, qui suscite à juste titre un intérêt mondial. Néanmoins, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'il pourrait s'agir là d'une manœuvre de diversion bien commode, destinée à détourner l'attention de ce qui pose vraiment problème.